



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 52 – 22 mai 2023

Pays nordiques

L'aide publique au développement stable et à haut niveau dans les Nordiques en 2022, selon les données du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE. L'aide à l'échelle mondiale est en hausse et a atteint 204 Mds USD, soit 0,36% du revenu national brut des pays du CAD. Cette augmentation de 13,6% est notamment due à la hausse des dépenses relatives à l'accueil des réfugiés (14,4% de l'APD totale) et le soutien à l'Ukraine (7,8%). Les dépenses liées à la pandémie de Covid-19, en particulier le soutien aux activités, ont quant à elles reculé de 45% par rapport à 2021. La Suède, la Norvège et le Danemark sont les seuls pays à atteindre l'objectif d'allocation de 0,7% du RNB à l'APD, aux côtés du Luxembourg et de l'Allemagne. Ils allouent respectivement 0,90%, 0,86% et 0,70% de leur RNB à l'aide au développement. L'engagement de la Finlande (en hausse de 0,1 point de pourcentage) s'élève à 0,58%, et celui de la France à 0,56%.

Danemark

Le Danemark devrait enregistrer une croissance de 0,3% en 2023, selon les dernières prévisions – relevées – de la Commission européenne. Cette année, l'activité danoise devrait être principalement soutenue par les exportations (1,1%) et par une nette amélioration de la consommation privée (0,1% en 2023 contre -2,3% en 2022), en lien avec l'atténuation des pressions inflationnistes. En moyenne, l'inflation devrait s'élever à 4,3% en 2023, contre 8,5% en 2022. L'investissement, qui s'est maintenu en 2022 (8,6%), devrait accuser un net recul en 2023 (-3,5%).

Pointée à 5,3% en avril, l'inflation ralentit au Danemark pour le sixième mois consécutif. L'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*) rapporte un recul notable de 1,4 point en glissement annuel entre les mois de mars et d'avril. Cette évolution s'explique principalement par la chute des prix du gaz, passés de 340 à 40€ par mégawattheure depuis août dernier. L'inflation sous-jacente poursuit difficilement sa décrue, et atteint 6,1% en g.a en avril selon les estimations nationales (soit un recul de 0,3% par rapport au mois de mars). Cette situation amène la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*) à penser que le niveau de pouvoir d'achat dont jouissaient les Danois début 2021 ne sera rétabli qu'en fin d'année 2024.

Le Danemark a connu une forte baisse des salaires réels en 2022. D'après l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*), le revenu réel moyen de l'activité professionnelle principale s'est établi à 322 300 DKK (43 273 €) par personne en 2022, soit un recul de 17 400 DKK (2 336 €) par rapport à 2021. C'est l'un des corollaires de l'inflation record enregistrée l'année passée (+8,5%), alors que la croissance des salaires a été estimée à 3,6% par la Confédération des employeurs danois. Toutefois, les pressions tendent à s'atténuer sur les ménages danois à la faveur du ralentissement de l'inflation sur les six derniers mois et de revalorisations salariales

substantielles actées dans le cadre des nouvelles conventions collectives. À titre d'exemple, « l'accord-référence » négocié le 19 février dernier par le secteur industriel a abouti à des augmentations salariales d'au moins 4% sur les deux prochaines années.

La Banque centrale danoise (*Danmarks Nationalbank*) s'aligne une nouvelle fois sur la Banque centrale européenne (BCE) et relève ses taux directeurs de 25 points de base. Depuis le 8 mai, les taux directeurs de la Banque centrale danoise s'élèvent ainsi à 2,85% (3 % pour le taux de prêt avec collatéral), soit le niveau le plus élevé en 14 ans. Pour Jeppe Juul Borre, économiste en chef à la *Arbejdernes Landsbank*, cette hausse affectera tout particulièrement les détenteurs de prêts à taux variable sur le reste de l'année 2023. Il s'agit de la cinquième remontée des taux d'intérêt au Danemark depuis septembre 2022, en réponse à la très lente décélération de l'inflation.

Dans une récente analyse, le Fonds monétaire international (FMI) vante la solidité et la résilience du système bancaire danois. Celui-ci disposerait de coussins de fonds propres et de liquidités suffisants pour faire face aux turbulences actuelles (croissance atone, forte inflation, durcissement des conditions d'accès au financement au niveau mondial). Le FMI appelle toutefois les banques danoises à la plus grande vigilance afin de ne pas minimiser les risques de dépréciation des actifs dans le sillage du rachat inattendu du Crédit Suisse. En outre, le FMI pointe les risques bancaires liés au marché de l'immobilier dans la zone nordique.

Le Danemark perdrait sa place de leader européen dans le domaine de la transition numérique. C'est l'un des enseignements du nouveau rapport du Ministère

de la Numérisation et de l'Égalité selon lequel le Royaume abandonne sa première place à la Finlande, mais reste le deuxième meilleur pays de l'UE en matière de développement et de résilience numériques. Il s'agit désormais de surveiller les fractures numériques observées au Danemark, que le fonds pour le très haut débit (*bredbåndspuljen*), crédité de 100 M DKK (13 M€) pour 2023, entend continuer à résorber. En outre, le Parlement s'est saisi, le 2 mai dernier, du « Rapport sur la croissance numérique au Danemark » dévoilé par le nouveau gouvernement, afin de bâtir une politique numérique équilibrée et compatible avec les nouvelles exigences climatiques.

Signature d'un contrat entre Ørsted et l'Agence danoise de l'Énergie (*Energistyrelsen*) pour le premier projet danois de captage, transport et stockage de CO₂ à grande échelle.

Ce contrat marque la conclusion d'un appel d'offres lancé l'année dernière et pour lequel trois entreprises avaient été préqualifiées : le cimentier Aalborg Portland, la société de gestion des déchets et producteur de chauffage urbain I/S Vestforbrænding et Ørsted Bioenergy & Thermal Power A/S. Le soutien de l'État (environ 1 Md€ sur les 2 Mds€ du fonds dédié introduit en 2020) devrait permettre à Ørsted de capter et stocker 430 000 tonnes de CO₂/an pendant 20 ans, à compter de 2026, avec une mise en service garantie du CCS dès 2025. Le CO₂ sera capté dans deux centrales de cogénération à la biomasse (*Asnæsværket* à Kalundborg et *Avedøreværket* à Copenhague), puis transporté par navire et stocké dans le sous-sol norvégien en mer du Nord (grâce à un contrat conclu dans le cadre du projet Northern Lights). La signature formelle du contrat entre Ørsted et l'Agence danoise de l'Énergie est néanmoins subordonnée à l'absence de contestation dans un délai de 10 jours suivant l'annonce.

Finlande

Le taux d'inflation en Finlande s'élève à 7,9% en glissement annuel en avril 2023. Ce taux reste légèrement au-dessus de la moyenne de la zone euro (7% en avril 2023) mais est en baisse par rapport à celui enregistré en Finlande en mars (8,8%). La hausse des taux d'intérêts sur les prêts au logement, des prix de l'électricité élevés et les augmentations de crédits à la consommation sont les principales sources de cette hausse en glissement annuel. À l'inverse, l'inflation a été freinée par des réductions notables des prix de l'essence et du diesel par rapport au mois d'avril 2022. Les prix des denrées alimentaires restent élevés (+13,7% en avril 2023 en glissement annuel), même s'ils accusent une légère baisse par rapport au mois de mars 2023 (1,2%).

En 2022, le pouvoir d'achat des Finlandais a chuté à cause de l'inflation. Selon les données de l'Office finlandais des statistiques, le revenu réel a diminué de 4,4% en 2022 par rapport à l'année 2021. Il s'agit de la baisse du revenu réel la plus importante depuis plus de 60 ans (en 1957, une diminution de 5,7% avait alors été enregistrée). La hausse des revenus nominaux (de l'ordre de 2,4% en 2022) n'a pas suivi l'inflation rapide (environ 7% de moyenne en 2022).

La production industrielle et la construction se contracteront cette année, en raison de la faiblesse des exportations et de la hausse des taux d'intérêt selon l'institut de recherche indépendant Etila. Cette récession concerne notamment la production de l'industrie métallurgique et de l'industrie forestière. En revanche, les services continueront de croître légèrement, notamment l'hébergement et la restauration, ainsi que l'immobilier et les services aux entreprises, qui devraient plutôt bien résister. Dans l'ensemble, Etila estime que l'économie finlandaise se contractera de 0,3 % cette année mais devrait connaître une croissance de 1,2 % en 2024.

Le poids des prêts étudiants a triplé en dix ans. La dette moyenne des étudiants diplômés s'élève en 2022 à 22 600 euros, contre 6 700 euros en 2010, selon les statistiques de l'organisme de sécurité sociale Kela. L'augmentation a été moins marquée chez les étudiants en formation professionnelle (ceux qui fréquentent les universités de sciences appliquées), qui ont une dette moyenne de 17 800 euros, contre 9 100 euros en 2010. Pour ces prêts, dont le taux d'intérêt généralement appliqué se base sur le taux euribor à 12 mois, la période de remboursement peut aller jusqu'à 30 ans.

L'énergéticien public finlandais Fortum va déprécier entièrement ses actifs russes. La prise de contrôle des actifs de Fortum par la Russie sur la base d'un décret présidentiel signé le 25 avril 2023 amène la société finlandaise à déclencher une déconsolidation complète et une dépréciation de ses actifs russes. De fait, Fortum enregistrera dans ses comptes du deuxième trimestre 2023, une dépréciation estimée à environ 1,7 milliard d'euros.

Islande

Le FMI recommande d'accroître les mesures de consolidation budgétaire tout en protégeant les revenus des plus vulnérables. D'après les conclusions de la mission d'examen de l'économie islandaise (en vertu de l'article IV) du FMI, cette dernière serait en « surchauffe » et l'inflation largement au-dessus de sa cible. Le rapport recommande des efforts accrus pour diversifier l'économie du pays, promouvoir l'attractivité des principaux secteurs d'exportation et améliorer la productivité du travail. Le FMI prévoit une croissance de 3,2% cette année contre 3,8% pour Statistics Iceland et 5,1% selon les nouvelles prévisions de la banque Arion Banki.

L'agence de notation Standard & Poors améliore la perspective de la note de l'Islande. S&P a réaffirmé pour l'Islande la note « A/A-1 » pour la dette souveraine et a relevé la perspective de stable à positive dans sa nouvelle évaluation. L'agence indique que la forte reprise économique en cours, et les résultats de la politique d'assainissement des comptes publics sont meilleurs qu'anticipés. S&P prévoit une croissance du PIB réel de 3,3% cette année et de 2,4 % en moyenne sur 2024-2026.

La société d'immobilier locatif suédoise Heimstaden se retire du marché islandais. Heimstaden prévoit de mettre fin à ses opérations en Islande et de vendre ses 1700 logements à partir de cet été. L'entreprise présente en Islande depuis 2020 n'est pas parvenue à un accord avec les fonds de pensions islandais et juge que les conditions d'investissement à long terme sur le marché locatif sont trop difficiles, malgré la forte demande. Heimstaden gère la location de plus de 160 000 appartements dans 10 pays européens.

Les États membres du Conseil de l'Europe s'engagent à contribuer à un registre des dommages en Ukraine causés par l'invasion russe. À Reykjavik les 16 et 17 mai, les représentants européens réunis lors du quatrième sommet du Conseil de l'Europe, ont discuté de l'état de la démocratie en Europe, des nouveaux défis pour le respect des droits de l'Homme et ont réaffirmé leur soutien à l'Ukraine. À l'issue du sommet, la création d'un registre des dommages causés par l'agression russe en Ukraine a été inscrite dans la déclaration de Reykjavik, signée par 41 États sur 46. Les États-Unis (observateurs au Conseil de l'Europe) ont indiqué vouloir participer à la création du registre.

L'Islande est victime d'une vague importante de cyber-attaques en marge du sommet du Conseil de l'Europe. De nombreuses cyber-attaques ont été observées sur les sites institutionnels du gouvernement islandais (Parlement, Cours Suprême, Cours de justice, gouvernement, agence de l'environnement, agence des communications) mardi 16 mai, à l'aube du sommet du Conseil de l'Europe. Les attaques ont été revendiquées par le groupe russe NoName057, connu depuis mars 2022.

L'Islande bénéficiera de quotas d'émissions gratuits supplémentaires pour l'aviation en 2025 et 2026. La Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a répondu favorablement à la demande de l'Islande de considérer les spécificités de l'île lors de l'application des nouveaux quotas d'émissions ETS pour l'aviation dans le cadre du paquet européen « Fit for 55 ». Les autorités islandaises craignaient que le secteur aérien islandais soit grandement affecté par la fin des quotas gratuits pour les vols intra européens. Cet accord sera soumis aux membres de l'UE, au gouvernement islandais et au Parlement islandais pour approbation.

Norvège

La banque centrale de Norvège (*Norges Bank*) a de nouveau relevé son taux directeur de 0,25 point le 4 mai dernier, le portant à 3,25%. Ce niveau est inédit depuis 2008. Une nouvelle hausse de +0,25 point est attendue en juin 2023 afin de contenir une inflation (6,2% en mars) supérieure à la cible de 2% portée par la *Norges Bank*. Il s'agit de la 10^e hausse depuis l'été 2021 où les taux étaient à 0%.

Excédent commercial norvégien de 6,6 Mds€ en avril 2023. L'excédent commercial du Royaume de Norvège a progressé de +8,1% entre mars 2023 et avril 2023 pour atteindre 76,1 Mds NOK (6,6 Mds€). Ce chiffre est en baisse de -33% par rapport à avril 2022 en raison de la baisse du cours des hydrocarbures.

Nouvelles aides à l'Ukraine dans le cadre du plan Nansen. À l'occasion du Sommet nordique d'Helsinki qui s'est tenu le 3 mai en présence du Premier Ministre norvégien et de Volodymyr Zelensky, le Premier Ministre norvégien a précisé lors d'un entretien bilatéral avec le Président Zelensky, l'allocation de 75 Mds NOK (6,5 Mds€) d'aide norvégienne qui sera apportée à l'Ukraine sur cinq ans dans le cadre du programme Nansen. La Norvège a également annoncé le versement de 2,8 Mds NOK (240 M€) en aide humanitaire et 1,7 Md de NOK (150 M€) en soutien civil pour l'année 2023. Ces nouvelles aides viennent s'ajouter aux 15 Mds NOK (1,3 Mds€) déjà alloués cette année dans le cadre du programme Nansen. Ces nouvelles dotations serviront notamment à réparer les infrastructures civiles afin de garantir un approvisionnement en eau et en électricité en Ukraine. La loi de finances rectificative 2023, publiée le 11 mai, a précisé que le financement du plan Nansen ne passera pas par une augmentation des impôts. Le gouvernement norvégien augmentera ses prélèvements de 5,6 Mds€ dans le Fonds souverain.

L'IRA (*Inflation Reduction Act*) américain attire des industriels norvégiens aux États-Unis. Des acteurs industriels norvégiens de la transition verte se tournent désormais vers les États-Unis afin de bénéficier des subventions de l'*Inflation Reduction Act* (IRA). Hydrogen Pro, producteur d'électrolyseurs à hydrogène vert à Porsgrunn (Norvège), envisage d'ouvrir une nouvelle usine au Texas. Son directeur, Tarjei Johansen, justifie ce choix par les allègements fiscaux et douaniers importants dont l'entreprise pourrait bénéficier. Le fabricant d'hydrogène Nel a également annoncé début mai qu'il prévoyait de construire une grande usine dans le Michigan. Enfin, selon la directrice de la décarbonation de l'entreprise norvégienne d'engrais Yara, Edina Ringdal Wickholm, le plus grand avantage du système américain est sa « prévisibilité ».

Investissements norvégiens de 75 M NOK (6,5 M€) entre 2023 et 2025 pour stimuler les exportations de l'industrie maritime. Les Ministres norvégiens de l'Industrie et du Commerce, Jan Christian Vestre, et des Finances, Trygve Slagsvold Vedum, ont présenté le 2 mai 2023 leur seconde initiative dans le cadre de la réforme des exportations, lancée l'an dernier avec une attention particulière portée à l'éolien offshore. Entre 2023 et 2025, le gouvernement norvégien investira ainsi au moins 75 M NOK (6,5 M€) pour stimuler les exportations de l'industrie maritime. D'une valeur actuelle de 85 Mds NOK (7,4 Mds€), ces exportations devraient atteindre 130 Mds NOK (11,2 Mds€) d'ici 2030, selon le Ministre Jan Christian Vestre.

Dynamisme du tourisme norvégien malgré la dépréciation de la couronne norvégienne. La dépréciation de la couronne norvégienne depuis l'été 2022 n'empêche pas les Norvégiens de voyager selon les opérateurs touristiques Ving, TUI, Escape Travel, Color Line et Finn Reise. En avril 2023, 99,6% des sièges des avions de la compagnie charter Ving ont été

vendus. Son concurrent TUI rapporte une hausse stable de billets vendus depuis janvier et observe une augmentation des demandes de voyages charter pour l'Espagne et la Grèce. La compagnie aérienne Norwegian rapporte également de bons chiffres, avec 1,7 M de passagers en avril 2023, soit une augmentation de +19% sur un an.

Soutien du Ministre norvégien du Pétrole et de l'Énergie à l'électrification de l'usine de GNL d'Equinor à Melkøya.

Le Ministre du Pétrole et de l'Énergie, Terje Aasland, a réaffirmé, lors du congrès du Parti travailliste le 4 mai 2023, son souhait d'électrifier l'usine de gaz naturel liquéfié (GNL) d'Equinor à Melkøya (Hammerfest) avec de l'électricité produite grâce aux installations d'éoliennes offshore dans le cadre du projet intitulé « Snøhvit Future ». Le Ministre a également affirmé que le gouvernement « fera tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer qu'une zone dans le nord de la Norvège soit intégrée dans le cadre d'un appel d'offres pour l'éolien offshore en 2025 ».

Ouverture en Norvège en 2024 d'une mine de rutile (dioxyde de titane).

Pour la première fois depuis 40 ans, une mine ouvrira en Norvège au seconde semestre 2024. Il s'agit d'un gisement de rutile (dioxyde de titane) situé à Engerbøfjellet, dans la région de Førde. Alors que la stratégie du gouvernement sur les minéraux est attendue courant mai, le Parti conservateur invite à accélérer l'activité minière du Royaume afin de se défaire de la dépendance à la Chine vis-à-vis de certaines matières premières. Les socialistes de gauche et les rouges s'inquiètent toutefois du risque de pollution des activités minières, et les verts appellent à la sobriété et à la prudence.

Les résultats de l'énergéticien norvégien Equinor sont en légère baisse au premier trimestre 2023.

Equinor a enregistré un résultat de 12 Mds USD, soit 3 Mds de moins qu'au quatrième trimestre 2022. Le PDG d'Equinor, Anders Opedal, a déclaré que « ce sont des bons résultats, en dépit de la baisse des prix. Les bénéfices d'Equinor restent élevés (...) et

la compagnie demeure un fournisseur fiable et stable de l'Europe ».

Visite du Ministre des Affaires Étrangères chinois à Oslo.

Le Ministre des Affaires Étrangères chinois, Qin Gang, a rencontré le 12 mai dernier son homologue, Anniken Huitfeldt, et le Premier Ministre norvégien, Jonas Gahr Støre. La Ministre norvégienne des Affaires étrangères a souhaité évoquer « les sujets où la coopération se passe bien, comme le climat et la biodiversité » et a demandé à Pékin de condamner la guerre d'agression russe en Ukraine. La visite du Ministre Qin Gang s'inscrit dans le cadre d'une tournée européenne en France et en Allemagne.

Pénurie de main d'œuvre qualifiée en Norvège.

Selon un nouveau rapport présenté le 9 mai 2023 par NAV (l'Agence pour la sécurité sociale et l'emploi en Norvège), il existe encore d'importantes pénuries de main-d'œuvre qualifiée au sein du Royaume, le secteur de la santé étant le plus touché. Le manque de compétences est lié au vieillissement de la population ainsi qu'à un relatif désintérêt des jeunes pour les études relatives à ce secteur. Le secteur du BTP connaît également une grave pénurie de main-d'œuvre qualifiée, même si les besoins ont reculé de 45% depuis l'an dernier. Dans l'ensemble, 26% des entreprises norvégiennes déclarent avoir eu des difficultés à recruter du personnel qualifié.

Présidence norvégienne du Conseil de l'Arctique depuis le 11 mai 2023.

La Norvège a pris le 11 mai dernier la présidence tournante du Conseil de l'Arctique, après la Russie. La Ministre norvégienne des Affaires Étrangères, Anniken Huitfeldt, ainsi que ses homologues des pays membres (Islande, États-Unis, Canada, Suède, Danemark et Finlande) ont tous décliné l'invitation du Ministre des Affaires Étrangères russe, Sergej Lavrov, de se rendre en Sibérie à cette occasion. La réunion formelle de transfert de la présidence s'est donc déroulée dans le cadre d'une réunion numérique au niveau officiel, en l'absence des responsables politiques.

Suède

L'inflation suédoise ralentit en avril pour passer à 7,6% en glissement annuel.

Le taux d'inflation (à taux d'intérêts fixes, CPIF) était de 8,0% en mars. Pour la première fois depuis novembre 2021, les prix de l'alimentaire ont diminué, diminution de 1,3% par rapport au mois dernier. Avec les prix de l'électricité (-3,7% en glissement mensuel), ces postes ont le plus largement contribué au ralentissement de l'inflation. À l'inverse, les prix des services de transport (+6,3%), ce mois-ci (notamment pour les vols internationaux). Si cette baisse de l'inflation devait se confirmer pour le mois de mai, elle aurait certainement un impact sur l'orientation de la politique monétaire de la *Riksbank*. Pour rappel, la prochaine réunion du Directoire aura lieu le 29 juin.

Diminution du taux de chômage au 1^{er} trimestre 2023, notamment pour les personnes nées à l'étranger.

Le taux d'emploi des 15 – 74 ans a augmenté de 1 point de pourcentage comparé au 1^{er} trimestre 2022, le portant à 69,5% (données corrigées des variations saisonnières et lissées). Le nombre moyen d'heures effectivement travaillées a quant à lui augmenté de 2,9% pour atteindre 32,2 h/semaine. Concernant le taux de chômage, de 7,3%, l'Office national de statistiques SCB note une diminution par rapport au 1^{er} trimestre 2022, mais des résultats stables comparé au trimestre précédent. SCB relève également la poursuite de la diminution du chômage chez les personnes nées à l'étranger : il s'établit à 14,4%, en baisse de 1,9 point de pourcentage par rapport au 1^{er} trimestre 2022.

Les émissions de gaz à effet de serre de l'économie suédoise ont diminué de 3% entre 2021 et 2022, d'après les résultats préliminaires de l'Office national de statistiques SCB.

Cela correspond à une baisse de 1,5 M de tonnes d'équivalent CO₂, pour un montant total d'émissions de 49,5 M de tonnes d'équivalent CO₂. Les secteurs de l'industrie manufacturière (-3%), de l'énergie (-5%) et de la consommation privée (-7%) ont majoritairement contribué à cette diminution.

La baisse dans la consommation privée s'explique en grande partie par la diminution de l'utilisation du diesel dans les véhicules particuliers. Au contraire, l'industrie des transports dans son ensemble a vu ses émissions augmenter (+12%), en particulier pour le transport aérien.

Les commandes dans l'industrie ont diminué de 9,3% en mars 2023 (en glissement annuel), et de 1,0% en glissement mensuel.

Si elles ont augmenté sur le marché domestique (0,7% par rapport à février 2023), les commandes dans l'industrie ont nettement diminué à l'export (-2,1%). La majorité des secteurs industriels témoignent de développements négatifs, en particulier les produits métalliques manufacturés (-40,5% en glissement mensuel). À l'opposé, la manufacture d'équipements électriques a vu ses commandes augmenter de 45,5%.

IKEA compte investir 1,2 Md€ en France jusqu'en 2026.

Selon la société propriétaire Ingka Holding, les investissements marquent une nouvelle étape pour IKEA en France, avec notamment l'ouverture de magasins et de nouveaux services numériques. IKEA donnera la priorité au marché d'Île-de-France, mais ouvrira également un nouveau centre de distribution à Toulouse en 2024 et un autre à Limay en 2026.

Le Tribunal de première instance de l'Union Européenne annule le plan de recapitalisation de la compagnie aérienne SAS.

En 2020, la Commission européenne avait approuvé un plan de recapitalisation de la compagnie, au bord de la faillite du fait de la pandémie de Covid-19. Cette aide, d'un montant d'environ 1 Md€, devait prendre la forme d'une souscription de la Suède et du Danemark à des prêts hybrides de l'État et de nouvelles actions. Toutefois, la compagnie low-cost Ryanair a saisi le Tribunal pour distorsion de la concurrence et subventions discriminatoires. Ces aides ayant été jugées comme illégales par le Tribunal, SAS devrait être contrainte de les rembourser.

Les partis de la coalition de droite se sont entendus sur une diminution du taux d'incorporation de biocarburants dans le pétrole et le diesel.

Cette mesure a pour objectif de diminuer les émissions de gaz à effet de serre des transports en mélangeant des biocarburants à l'essence et au diesel. Dès le 1^{er} janvier 2024, le taux sera de 6% de biocarburants par litre de carburant, contre 30,5% pour diesel et 7,8% pour l'essence aujourd'hui. D'après les partis de la coalition, cela pourrait conduire à une réduction de 5,5 SEK par litre de diesel, estimation contestée par la compagnie pétrolière Swedish Preem. Si elle peut être favorable aux ménages les plus pauvres, cette mesure saperait les efforts des entreprises industrielles pour passer à un modèle plus durable.

Xavier Niel augmente sa participation dans l'opérateur de téléphonie Millicom.

La société d'investissements Atlas, contrôlée par Xavier Niel, continue à augmenter sa participation dans Millicom International Cellular (cotée à la Bourse de Stockholm, mais avec son siège au Luxembourg). Atlas Investissement contrôle désormais 23% du capital de Millicom, valorisée à 650 M€, ce qui en fait son premier actionnaire. Les autres actionnaires sont étrangers ou des institutionnels suédois (les fonds de Nordea et de Swedbank Robur entre autres). Millicom possède notamment l'opérateur Tigo en Amérique du Sud, particulièrement présent sur le marché du fixe mais également du mobile.

Le fabricant automobile Volvo Cars annonce la suppression de 1300 postes d'ingénieurs,

malgré des profits en hausse de 7% au 1^{er} trimestre 2023. Ce plan fait partie du processus de transformation du groupe, avec une attention accrue sur l'optimisation des coûts et un usage plus efficace des ressources.

Loxam, société française de location de matériel de BTP, renforce sa présence en Suède.

L'entreprise française a annoncé l'acquisition par sa filiale suédoise Ramirent AB des cinq enseignes JIAB (hyrcenter, fastighets AB...). Basées dans la région du Norbotten (Luleå, Piteå, Kiruna, Boden et Gällivare), elles emploient près de 60 personnes. Loxam comptera après cette acquisition environ 1 000 employés en Suède, pour un chiffre d'affaires de près de 300 M€.

La société de plateformes de jeux suédoise MOBA achète le fournisseur français de services de jeux Wargraphs pour 25 M€,

plus 25 M € si certains résultats d'excédents bruts d'exploitation (EBITDA) futurs sont atteints. Wargraphs développe des applications pour des jeux tels que *League of Legends*, *Teamfight Tactics* et *Legends of Runeterra*. Les revenus proviennent principalement de la vente de publicité *via* des sites web et de l'application de jeu Porofessor.

Le fonds d'investissement EQT Infrastructure acquiert une participation majoritaire au sein du gestionnaire de télécommunication italien Wind Tre.

Cette transaction permettra au fonds suédois de détenir 60% des parts d'une entreprise créée pour gérer Wind Tre aux côtés de son propriétaire actuel CK Hutchison. Les deux partenaires seront ainsi à la tête du plus grand réseau de télécommunications fixes et mobiles d'Italie : Wind Tre couvrait en 2022 les deux tiers du réseau 5G du pays.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)
Suède	1,6	0,8	2,0	1,3	5,1	-0,2	0,2	0,3	-0,5	2,6
Danemark	1,0	1,9	1,0	2,5	4,9	-0,7	1,3	0,0	0,9	3,6
Finlande	-0,2	1,6	1,0	0,6	3,0	0,2	0,6	-0,1	-0,6	2,1
Norvège ¹	-0,5	1,3	3,5	0,4	3,9	-0,7	1,3	1,5	0,2	3,3
dont PIB continental	-1,0	1,4	2,8	1,3	4,1	-0,5	1,2	0,8	0,8	3,8
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-1,5	3,2	0,2	2,2	6,4

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

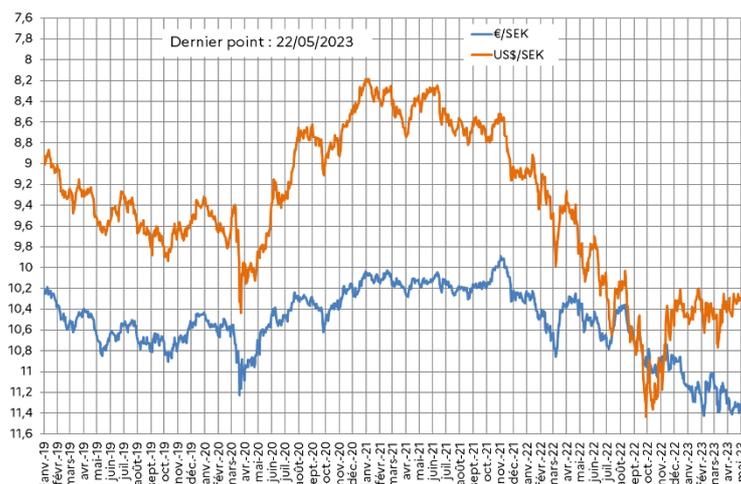
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)	T1 2023
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	11,4
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	7,3
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	8,4
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	6,6
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	10,0

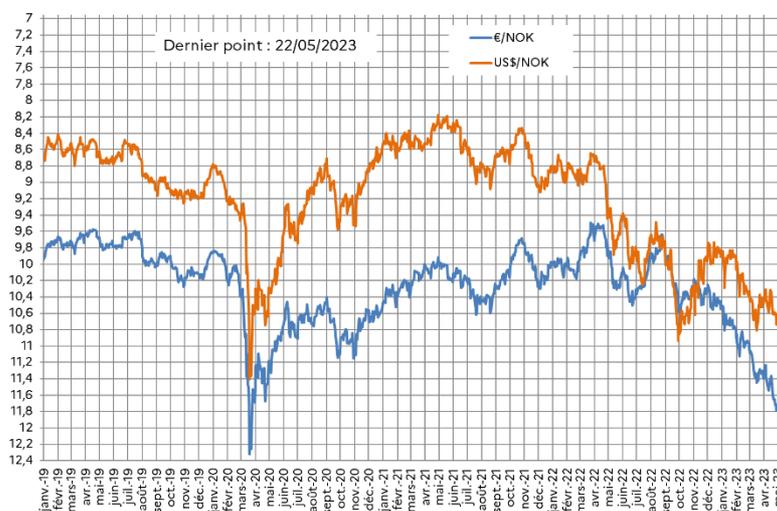
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE, FMI

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service Economique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, T. Robert), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, M. Roger), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, G. Bazin) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya, C. Mazet).

Pour s'abonner : gabrielle.bazin@dgtresor.gouv.fr